

4 Économie

Prospective à l'Économie forestière

La feuille de route 2017 déclinée en trois axes



Mme Estelle Ondo (d), ministre de l'Economie forestière et Mme Chantal Abengdang Mebaley, ministre délégué



Un exemple de la transformation du bois de troisième niveau, cheval de bataille de Mme Estelle Ondo.

Innocent M'BADOUA
Libreville / Gabon

Plus qu'une simple cérémonie de présentation des vœux à la tutelle, la rencontre avec l'administration centrale et les partenaires sociaux a été l'occasion pour le ministre de l'Économie forestière, Estelle Ondo, de présenter à ses collaborateurs, les points forts de la politique sectorielle de son département pour l'année en cours.

LE premier point d'action concerne la contribution à la richesse nationale. Mme Estelle Ondo, ministre de l'Économie forestière, a indiqué que le personnel devrait s'impliquer à fond, de manière à

améliorer la contribution du secteur forêt-bois au renforcement du PIB en 2017.

Le deuxième axe consiste à intensifier le troisième niveau de transformation de la filière bois. En attendant que le membre du gouvernement ne dévoile le plan d'actions détaillé visant à hisser le nombre d'entreprises exerçant dans la transformation de 3e catégorie, les opérateurs économiques présents à la cérémonie, ont estimé que le challenge est possible à relever. A condition qu'un soutien ferme soit apporté aux entrepreneurs nationaux de ce secteur.

Ces nationaux réclament la constitution rapide du Fonds forestier, annoncé par le chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba. « Les Chi-

nois ont la banque de Chine pour les soutenir, les Français, l'Agence française de développement pour les soutenir. Nous, Gabonais, avons qui pour nous soutenir ? Le gouvernement doit soutenir les nationaux », a estimé un opérateur économique gabonais.

Pour ce dernier, l'idée d'intensifier la transformation du bois de troisième niveau serait d'autant plus facile que le Fonds forestier jouera le rôle de fonds de garantie pour les emprunts que les transformateurs auront à contracter auprès des banques. « Quitte à ce qu'on institue au sein du Fonds forestier une cellule d'accompagnement à la gestion des dites PME », a-t-il déclaré.

Dernier axe majeur du

plan d'action 2017 d'Estelle Ondo : la gestion et la conservation des ressources naturelles, faune et flores comprises. Naturellement, cela passe par l'assainissement de l'environnement réglementaire et fiscale, la poursuite de la création des forêts communautaires, la finalisation du processus de généralisation de l'aménagement forestier, la lutte contre l'exploitation forestière illégale, etc.

Bien qu'elle ait décliné ces axes saillants, le secrétaire général dudit ministère et les partenaires sociaux sont revenus sur la nécessité d'asseoir au sein de cette administration des contrôles (des opérateurs économiques) conformes à la loi et s'appuyant sur de bonnes pra-

tiques, de manière à éviter les scandales dans lesquels les fonctionnaires sont impliqués.

Quant aux partenaires sociaux, ils ont souhaité que les missions et compétences entre, d'une part, l'Agence nationale des parcs nationaux (ANPN) et l'Agence Gabon-bleu, et, d'autre part, le ministère de l'administration centrale (Économie forestière) soient clairement clarifiées. Autrement dit, au ministère la conception des politiques publiques sectorielles (conservation, pêche, gestion des ressources naturelles, etc), et aux agences, l'exécution. Ce, pour mettre fin au mélange de genres à l'origine des grandes confusions dans l'exécution des missions de service public.

Coopération Gabon-BAD/Programme d'appui aux réformes économiques et financières (PAREF)

Comblant la baisse des recettes pétrolières

I M'B.
Libreville

Après la signature d'un contrat d'accord d'un emprunt auprès de la Banque africaine de développement (BAD), le gouvernement vient d'adopter l'encadrement juridique de cet emprunt. Une étape supplémentaire pour la concrétisation d'un vaste programme de réformes économiques et financières.

L'ÉTAPE de la signature des conventions avec la Banque africaine de développement (BAD) terminée, le gouvernement vient de franchir un pas supplémentaire vers la concrétisation financière de cet emprunt. En effet, le Conseil des ministres du 17 janvier 2017 a adopté un projet d'ordonnance autorisant l'Etat à contracter un emprunt auprès de la BAD, pour un montant de 131,1 milliards de francs (lire l'Union du 12 et 16 janvier 2017).

Ce financement est destiné à impulser les réformes susceptibles de muscler la croissance économique qui s'est relâchée à la suite de la crise actuelle. Plus précie-

sément, cet argent ira soutenir le Programme d'appui aux réformes économiques et financières (Paref). Opération d'assistance financière au



Immeuble Arambo : quartier général du PAREF.

Gabon, le Paref va aider à combler la baisse drastique des recettes pétrolières et assurer le financement des programmes prioritaires du Plan stratégique Gabon émergent.

Point important, le Paref va soutenir les efforts du gouvernement à apurer la dette intérieure, renforcer les réserves de change du pays auprès de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC). Il s'agit aussi d'une dynamique pour appuyer les réformes des finances publiques et la diversification des sources de croissance.

Brèves

Maroc/ Air France essaime le Royaume chérifien

Ne possédant jusque-là qu'une ligne Paris-Rabat, Air France entreprend, cette année, d'élargir sa desserte sur le Maroc. Ainsi, la compagnie aérienne française va augmenter ses fréquences au Maroc, l'ouverture de nouvelles lignes entre Paris et le royaume chérifien. Fin mars 2017, trois vols hebdomadaires en Airbus A 320 vont rallier l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle au départ de Marrakech. La compagnie a prévu, au cours de l'été 2017, des vols partant de la ville touristique d'Agadir pour l'aéroport Roissy, mais aussi de renforcer les destinations Rabat ou Tanger.

Djibouti/ TGV : le nouvel atout pour le commerce

Djibouti a inauguré en grande pompe la première ligne de train à grande vitesse qui le relie désormais à Addis-Abeba, la capitale éthiopienne. Le tronçon s'étendant sur plus de 700 km pourra faciliter le transit des marchandises et fluidifier les accès des deux côtés de la frontière. Ainsi, 12 heures seulement suffiront pour parcourir la distance contre trois jours auparavant. Ce projet, dont le coût est estimé à 4 milliards de dollars, représente également une aubaine pour l'économie régionale. Actuellement, plus de 90% du commerce extérieur éthiopien transite par Djibouti et son port dont l'embouchure donne également sur les rives moyen-orientales.

Nigeria/ Un million de tonnes d'engrais au bénéfice des agriculteurs

Le Nigeria veut améliorer les rendements agricoles et doper la production agricole nationale. Du coup, le gouvernement a décidé de distribuer un millions de tonnes d'engrais d'ici mars 2017. Essentiellement du NPK et de l'urée. Dans l'immédiat, cette décision gouvernementale va booster la filière locale des engrais. Sur l'ensemble, les producteurs nigériens d'engrais vont fournir 630 000 tonnes d'engrais, limite de la capacité de l'offre. Le reliquat, soit 370 000 tonnes va être fourni par les importations. Le Nigeria entend ainsi satisfaire la demande nationale en aliments et limiter les importations.

Rassemblements I. M'B.

CHANGEMENTS
COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 18/01/2017

SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>

DEV	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)	
	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA
XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957
USD	1,0684	1USD =	613,962	1 USD	635,451
CAD	1,3953	1CAD =	470,119	1 CAD	494,523
JPY	120,1000	1JPY =	5,417	100 JPY	563,267
GBP	0,8679	1GBP =	755,798	1 GBP	788,772
CHF	1,0712	1CHF =	612,357	100 CHF	64 102,79
ZAR	14,3969	1ZAR =	45,562	100 ZAR	4 737,94
MAD	10,7224	1MAD =	61,176	MAD	63,62
CNY	7,3235	1CNY =	89,569	1CNY	92,26
KES	110,3200	1KES =	5,893	1KES	6,07

INDICES BOURSISERS

	en date du	
CAC 40	18/01/2017	4 863,54
DOW JONES	18/01/2017	19 864,94

BRENT (IPE) US Dollars/Baril
18 Janvier 2017: 56,39